

Dix questions à...

Denis Coderre

député libéral de la circonscription fédérale de Bourassa



Le Parti libéral du Canada en bref...

Son histoire

Union des Clear Grits du Haut-Canada et du Parti rouge du Bas-Canada, le Parti libéral du Canada devint un parti politique officiel au moment de la Confédération en 1867. Parti de centre, ayant presque constamment occupé le pouvoir entre 1900 et 2000, on le désignera comme étant « le parti politique canadien du XXe siècle ». Une traversée du désert s'amorce en 2004 avec le scandale des commandites. À partir de l'élection de 2006, le parti éprouve des difficultés sérieuses au niveau de son leadership. Le 2 mai 2011, le Parti libéral du Canada subit la plus importante défaite électorale de son histoire, avec seulement 34 députés élus.

Son chef actuel

Nommé suite à la démission de Michael Ignatieff, Bob Rae est le chef intérimaire du Parti libéral du Canada depuis mai 2011.

Il est député de la circonscription fédérale de Toronto-Centre. De 1990 à 1995, il fut Premier ministre de l'Ontario, sous la bannière néo-démocrate.

Depuis juin 1997, Denis Coderre est député de la circonscription fédérale de Bourassa [nord-est de l'Île-de-Montréal].

Entre 1999 et 2004, sous les gouvernements Chrétien et Martin, il fut, entre autres, secrétaire d'État au Sport amateur, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, ministre responsable de la Francophonie et Président du Conseil privé.

Depuis mai 2011, il est le porte-parole du Parti libéral du Canada pour le Transport, l'Infrastructure et les Collectivités.

1. Denis Coderre, d'où vient votre passion pour la politique?

Dès mon jeune âge, je faisais déjà des discours. Merci à mon professeur de 1^{ère} année! En fait, ma première élection remonte à la maternelle. J'ai été élu par acclamation président de ma classe. À 15 ans, j'ai gagné un concours d'art oratoire dans la grande région de Montréal. Le sujet était : « Malgré ma jeunesse, je prévois... » Je prévoyais devenir politicien...

Dans la région de Joliette, mon père participait aux activités politiques en tant qu'organisateur. Régulièrement, je l'accompagnais à l'hôtel de ville pour discuter de sujets d'intérêt public. Mes parents ont toujours été très impliqués dans la vie politique ce qui explique peut-être pourquoi j'ai complété des études en science politique à l'Université de Montréal. Je suis membre du parti depuis 1983; je suis devenu président des Jeunes libéraux du Parti libéral du Canada (section Québec) au mois de mars 1985. Le 2 juin 2012, cela fera 15 ans que je suis député.

Vous savez, le premier jour où l'on s'assoit dans la Chambre des communes, c'est extrêmement émouvant. C'est le symbole de la démocratie. Je me disais que je faisais partie des 308 élus qui auraient la responsabilité de débattre et de voter les lois du pays. J'avais la confiance de mes électeurs et je me devais de bien les représenter.

2. Vous utilisez beaucoup les médias sociaux. Est-ce la meilleure façon de communiquer avec vos électeurs?

Oui, mais rien ne bat une bonne poignée de main!

Pour moi, les médias sociaux sont des outils qui me permettent de mieux atteindre les gens et de partager avec eux mes passions. Nous vivons aujourd'hui dans une société de communication où les frontières ont disparu. Les médias sociaux m'aident à développer un lien de confiance. J'ai 5 000 amis sur Facebook (le maximum) et plus de 40 000 personnes me suivent sur Twitter. J'ai aussi un compte sur Google+. Je peux ainsi très rapidement entrer en contact avec eux.

Le fait que plusieurs personnes m'écrivent, me donnent leur opinion sur tel ou tel sujet me permet, j'en suis certain, d'être un meilleur politicien. C'est très important dans le monde politique d'apprendre et d'échanger avec les autres. Est-ce aussi une façon d'enrayer le cynisme politique? Peut-être bien.

3. Trouvez-vous normal qu'au Canada seulement quelques compagnies contrôlent l'accès au réseau Internet?

Internet est un enjeu pour l'avenir du Canada. Plusieurs entreprises devraient pouvoir évoluer dans ce marché et se livrer une saine concurrence. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) se penche actuellement sur cette question.

La notion d'accessibilité est très importante. Il y a des régions qui n'ont pas encore accès au service Internet haute vitesse alors que ça devrait être un service essentiel. Internet est aujourd'hui un outil incontournable pour communiquer avec les autres. Le Canada ne fait malheureusement plus partie du peloton de tête dans le domaine des communications. La question est la suivante : « Peut-on laisser un outil aussi important pour la population, pour les entreprises et les institutions de notre pays, dans les mains de quelques compagnies seulement? » Il faut que le gouvernement comprenne l'importance du réseau Internet et surtout l'importance pour tous les Canadiens d'y accéder dans des conditions optimales. On risque finalement de créer un système de deux poids, deux mesures : les urbains qui ont droit à la haute vitesse et les ruraux qui ont un accès de seconde classe.

4. Lors des dernières élections fédérales, la stratégie de communication du Parti libéral a connu de sérieux problèmes. D'après vous, qu'est-ce qui n'a pas fonctionné?

Le message du Parti libéral n'a pas passé, tout simplement. Au Québec, ça n'a pas fonctionné. Les gens ne s'identifiaient pas à notre parti. Les électeurs ont donc décidé de voter autrement. Contrairement à nous, les conservateurs ont clairement identifié les circonscriptions qui pouvaient faire la différence et ils ont misé uniquement sur cela. Pour sa part, le Parti libéral a ratissé large; il a adopté une stratégie beaucoup plus ouverte que celle des conservateurs. De plus, il est intéressant de constater le rôle joué par les émotions et le non-rationnel dans cette élection. Le Québec est passé subitement du Bloc Québécois au Nouveau Parti démocratique (NPD). Le fait que Jack Layton ait été invité à l'émission *Tout le monde en parle* a joué un rôle déterminant dans ce changement.

5. Les conservateurs ont diffusé des publicités négatives à l'encontre de Michael Ignatieff plusieurs mois avant les élections. Comment répondre à de telles pratiques?

En politique, il ne faut jamais se laisser définir par ses adversaires. Il faut toujours riposter. Le Parti conservateur a mis l'emphase sur des enjeux qui avaient pour objectif de satisfaire une certaine clientèle. Pour notre part, on a été beaucoup trop gentil. La même chose est arrivée à Stéphane Dion. On aurait dû apprendre notre leçon. Il est certain que Jean Chrétien aurait réagi de façon fort différente. Il se serait défendu.

Vous voyez, ce genre de publicité me dégoûte profondément. C'est inacceptable. J'aime mieux me battre pour des idées. Je me suis demandé si le Parti conservateur n'avait pas à sa solde des consultants américains républicains...

Je crois à l'intelligence des électeurs. Je ne pense pas qu'on a perdu les élections seulement à cause des publicités négatives diffusées contre les libéraux. Il y a plusieurs éléments dont il faut tenir compte pour expliquer notre échec.

6. Que doit faire le Parti libéral du Canada pour regagner la confiance des Québécois?

Premièrement, être présent sur la scène québécoise. Au Québec, on fait des choses extraordinaires, des choses magnifiques. La culture québécoise est exceptionnelle. Mais je dirais aussi la même chose pour le reste du Canada. Dans ce pays, il faut tenir compte des spécificités régionales et avoir un objectif commun.

Il faut que les politiciens et les politiciennes comprennent les réalités vécues par la population canadienne, de même que ses besoins. En fait, les Canadiens ont tous le même rêve : avoir un travail et la possibilité de s'épanouir dans un environnement agréable.

Un autre grand défi est de travailler à la réunification des forces progressistes au Canada. Il doit y avoir au sein du parti des débats importants concernant l'avenir de notre pays et les choix de société que nous proposerons aux Canadiens et aux Canadiennes.

Pour terminer, je dirais qu'en politique, il faut être pertinent, authentique et bien souvent avoir des propos percutants. Le temps est généralement notre meilleur allié. Parfois aussi, des événements peuvent sembler, à prime abord, irrationnel. Par exemple, je trouve

surprenant qu'une personne n'ayant jamais été présente dans sa circonscription avant les élections, se retrouve, en mai 2011, députée pour le NPD.

7. Que pensez-vous de la décision du gouvernement Harper d'éliminer le financement public aux partis politiques?

C'est une erreur majeure. C'est une décision strictement idéologique. Il s'agit d'une atteinte au fonctionnement de la démocratie.

Le financement public des partis politiques vous permet d'être libre et non à la remorque d'organisations qui attendent un retour d'ascenseur suite à une contribution. En agissant de la sorte, les conservateurs pensent pouvoir en finir avec le Parti libéral, ce qui est bien mal nous connaître...

Aujourd'hui, le gouvernement conservateur est un gouvernement majoritaire. Ce gouvernement doit faire très attention, car il risque de connaître le même sort que l'ancien gouvernement libéral. Après avoir passé plus de dix ans à la tête du pays, les membres de ce gouvernement étaient devenus tellement arrogants qu'ils ont fini par perdre le pouvoir. Chez les conservateurs, il n'aura fallu que quelques mois, après les dernières élections, pour voir apparaître un niveau d'arrogance qui dépasse l'entendement.

8. N'est-il pas temps de modifier la *Loi sur l'accès à l'information*?

Oui, tout à fait. Tout ce qui concerne le fonctionnement du gouvernement devrait être accessible aux citoyens de ce pays. La transparence est essentielle à la bonne marche d'une démocratie. Certes, il y aura toujours des informations qui devront rester confidentielles. Je pense ici à tout ce qui touche à la sécurité du Canada. Je crois qu'il y a deux mots qui pourraient résumer ma position par rapport à ce sujet : ouverture et vigilance. Il s'agit de trouver l'équilibre entre les deux.

Malheureusement, à l'heure actuelle, le gouvernement conservateur fait tout en son pouvoir pour limiter l'application de cette loi. En voici un exemple : J'ai été visité les troupes canadiennes en Afghanistan en 2007. Je me suis déplacé dans ce pays par mes propres moyens. À mon retour, j'ai utilisé la *Loi sur l'accès à l'information* pour savoir ce qui a été dit à mon sujet par rapport à ce voyage. Le gouvernement conservateur a refusé de me

donner cette information, en utilisant comme prétexte la sécurité nationale. Tirez-en vos propres conclusions...

9. Croyez-vous que l'image du Canada dans le monde s'est détériorée au cours des dernières années?

L'image du Canada s'est énormément détériorée depuis l'arrivée des conservateurs à Ottawa. Regardez la position du gouvernement fédéral par rapport aux problèmes au Proche-Orient. En ce qui concerne l'Afrique, la présence canadienne est devenue insignifiante. Bien sûr, le Canada a été présent en Libye mais c'était strictement pour des raisons militaires.

Il est important de dire que la politique étrangère du Canada ne doit pas être dictée par sa politique en matière de défense nationale. Lorsque les libéraux étaient au pouvoir, le Canada était beaucoup plus actif sur la scène internationale. Pour s'en convaincre, on pourrait citer tout le dossier des mines antipersonnel. Le fait que le Canada n'ait pas réussi à obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, en 2010, démontre à quel point nous avons perdu notre capacité d'influence dans le monde. Le gouvernement actuel ne respecte aucunement les décisions prises par le Canada dans le passé et a décidé, au niveau international, de s'aligner sur la position des États-Unis. Le Parti conservateur est un parti dogmatique et les politiciens de ce parti n'en font qu'à leur tête.

10. Quelles sont vos suggestions pour améliorer le fonctionnement de la démocratie au Canada?

La démocratie est quelque chose de très fragile. Nous devons donc y porter une attention toute particulière. Améliorer le fonctionnement de la démocratie veut dire améliorer la clause de la loi qui prévoit le financement public des partis politiques et non pas abolir cette clause. Il faut aussi modifier la *Loi sur l'accès à l'information*.

Pour assurer un meilleur fonctionnement de la démocratie, il faut encourager une plus grande participation des citoyens et citoyennes. Il faut aussi faire la promotion de nos institutions. C'est ici, qu'à mon avis, les notions d'éducation et de communication prennent tout leur sens.

La démocratie, c'est le privilège de pouvoir choisir ses dirigeants qui, à leur tour, doivent comprendre qu'ils ont un contrat avec la population. En politique, le cynisme mène à un

cul-de-sac. D'où l'importance d'avoir une vision à long terme pour pouvoir effectuer, au moment opportun, les changements nécessaires à la bonne marche de notre système politique.

Merci Denis Coderre!

Propos recueillis par Marie Gélinas, le 25 octobre 2011, à Ottawa.